

FRONT POUR LE SURSAUT PATRIOTIQUE FSP)

Cél : 97983565/ 67086114 / 97980179

DECLARATION A L'ISSUE DE LA MARCHE DU 22 JUIN 2017

LE PEUPLE BENINOIS VEUT ETRE GOUVERNE AUTREMENT

Depuis son arrivée il y a quatorze mois, le pouvoir de Patrice Talon ne cesse de faire tomber de façon agressive sur la tête de la jeunesse, des travailleurs et du peuple, des mesures d'une gouvernance autocratique, clanique, d'impunité, de famine et de mépris du peuple.

En quatorze mois, la faim et la misère se sont étendues et aggravées pour le peuple. Les libertés sont quotidiennement attaquées. On nous avait promis la Rupture, mais l'impunité s'est renforcée et des criminels économiques sont logés bien au chaud et en sécurité au Palais de la République. Une autocratie s'est installée et une Cour des plus mafieuses autour de l'autocrate dicte ses lois dans la gestion de l'Etat. L'affairisme et l'immoralité dans la conduite des affaires publiques sont plus que jamais incarnés dans les pratiques au sommet de l'Etat. On nous avait promis la compétence, mais c'est le clientélisme et l'appartenance au clan qui sont devenus des règles de nomination dans les hautes fonctions de la fonction publique et de la diplomatie. L'obsession à s'accaparer des biens publics conduit à des privatisations sauvages, à des liquidations de secteurs entiers de l'économie au profit des intérêts à soi, en complicité avec des intérêts étrangers et à leur service. La corruption des institutions de la République, des députés à l'Assemblée nationale est aujourd'hui de notoriété publique.

Notre pays, le Bénin est donc notoirement connu comme dirigé par un Exécutif avec une Cour de mafieux autour du Chef de l'Etat et un Parlement où les lois sont votées par la corruption des députés.

Alors, le peuple ne compte plus. Il n'a droit qu'aux déguerpissements sauvages des bords des rues pour la bonne vue des princes régnants. Les petits vendeurs et les artisans déguerpis n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Les travailleurs sont licenciés sans ménagement et sans perspectives. La santé publique est menacée par des mesures de privatisation. On veut privatiser les hôpitaux publics. L'éducation est plus que jamais désagrégée. Le secteur privé de l'enseignement supérieur est violemment et injustement attaqué. L'avenir de la jeunesse est sacrifié. Ainsi, mêmes les compétences nationales sont méprisées au profit d'experts étrangers, recrutés de manière opaque et payés à prix d'or. Et les cris de désespoir, d'indignation du peuple affamé doivent être étouffés. Toutes les organisations politiques qui ne sont pas d'accord avec l'acharnement de l'autocrate contre le peuple doivent être démantelées. Le peuple doit se taire ou mieux applaudir le nouveau César.

Mais, c'est cette gouvernance que le peuple ne veut pas. C'est contre ces genres de gouvernance que le peuple s'est levé pour rejeter la recolonisation. C'est contre cette gouvernance que le peuple s'est battu pour rejeter le projet funeste de révision de la Constitution. Et c'est contre cette gouvernance que les travailleurs dans tous les secteurs menacés de privatisations, de liquidations publiques se lèvent et se battent. C'est contre cette

gouvernance de famine que les paysans, les artisans, les vendeurs et vendeuses des marchés et des bords de rues crient et maudissent. Le peuple ne veut pas de cette gouvernance où son pays est dirigé comme une entreprise privée et où les citoyens sont des employés d'un patron qui n'a aucun compte à leur rendre. Le peuple ne veut plus de violation des libertés publiques. Le peuple ne veut plus des préfets qui attentent à la liberté et au bien-être des citoyens. Le peuple ne veut pas la privatisation des secteurs vitaux de l'économie. La jeunesse veut une instruction ouverte aux fils des pauvres et l'emploi et non les incantations à longueur de journées et de journaux à propos d'un Programme d'action en panne.

C'est cette exigence du peuple qui fonde le combat du Front pour le Sursaut Patriotique. Le Président Talon doit arrêter les privatisations sauvages de la SBEE, du CNHU, du Port Autonome, etc. ; la réunification et la réintégration de Bénin-TELECOMS dans le patrimoine de l'Etat ; les entreprises liquidées au Développement rural doivent être réhabilitées et les travailleurs réintégrés. Les violateurs des libertés publiques, comme le préfet Toboula, doivent être démis et jugés. Les pauvres gens déguerpies doivent être relogées et dédommagées. Les audits des entreprises publiques doivent être publiés. Les auteurs des crimes économiques, les ministres et hommes du Palais impliqués dans les scandales d'Icc-services, Maria-gléta, Machines agricoles, Affaires domaniales à Cotonou, Ppea2, etc. doivent être démis. Le domaine public abritant le logement du ministre des Affaires étrangères, accaparé en « prise illégale d'intérêt » par le Chef de l'Etat doit être immédiatement rétrocedé, ainsi que toutes les autres prises illégales d'intérêt. Les crimes de sang doivent être éclaircis pour la quiétude de la population.

La gouvernance hasardeuse du pays au profit de mafieux doit prendre fin. La levée actuelle du peuple montre qu'une seule chose est appelée. La réunion des Etats généraux pour asseoir les bases d'une autre gouvernance pour le pays. Une gouvernance où les députés ne votent plus contre de l'argent parce qu'ils ne seront plus élus sur la base de l'argent et de la fraude. Une gouvernance où les dirigeants des entreprises et administrations publiques ne sont plus nommés sur la base du clientélisme et du népotisme. Une gouvernance où le peuple est au cœur des programmes et projets au service du bien-être commun et au contrôle de leurs exécutions. Bref une gouvernance où le patriotisme et la probité sont érigés en lois.

C'est la signification de la résistance de plus en plus élevée du peuple, de la mobilisation de plus en plus étendue contre le pouvoir mafieux, pilleur et autocratique de Talon. La seule issue, c'est la réunion d'une Assise nationale, des Etats généraux du peuple pour un gouvernement patriotique et de probité.

Pour que Vive le peuple béninois souverain !

Alors Enfants du Bénin, Debout !

Cotonou, le 22 juin 2017

Les Participants à la Marche.